



PRÉFET DE L'ISÈRE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES DE L'ISÈRE
Service environnement

Arrêté préfectoral de protection de biotope N° 382019 11 06 014
du site de la Léchère de Molletunay (commune de Tignieu-Jamezieu)

LE PRÉFET de l'ISÈRE,

Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU les articles L 411-1, L 411-2, L 415-1 à L 415-6, R 411-1, R 411-15 à R 411-17 et 415-1 du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté interministériel du 20 janvier 1982 modifié relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire national,

VU l'arrêté interministériel du 4 décembre 1990 relatif à la liste des espèces végétales protégées dans la région Rhône-Alpes complétant la liste nationale,

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007, fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant les listes des mollusques protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection,

VU l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009, fixant la liste des espèces d'oiseaux protégées sur l'ensemble du territoire national et les modalités de leur protection,

VU l'avis du conseil municipal de Tignieu-Jamezieu par délibération en date du 15/02/2019,

VU l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites en date du 10/04/2019,

VU l'avis de la chambre départementale d'agriculture de l'Isère en date du 28/06/2019,

VU l'avis de la délégation régionale du centre national de la propriété forestière en date du 08/07/2019,

VU la consultation du public ayant eu lieu du 05/07/2019 au 08/09/2019, la synthèse des observations et propositions du public ainsi que la décision,

VU l'avis du conseil scientifique régional du patrimoine naturel en date du 19/09/2019,

VU le rapport d'instruction relatif à la protection de 15 tourbières de l'Isle Crémieu par arrêtés préfectoraux de protection de biotope en date du 28/10/2019,

Considérant que le secteur de la Léchère de Molletunay abrite diverses espèces protégées justifiant la conservation du biotope qui les accueille,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Isère,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Périmètre de protection

Il est établi sur la commune de Tignieu-Jameyzieu, un périmètre de protection de biotope, reporté sur le plan annexé au présent arrêté, d'une surface totale de 22 ha 70 a environ, correspondant aux parcelles cadastrales suivantes :

Section AD : parcelles N°0007, 0012(p),0019, 0020(p), 0143, 0145 à 0173, 0175 à 0184, 0187, 0190, 0195, 0196, 0201, 0202, 0207, 0208, 0212, 0213, 0218 à 0220, 0223, 0254(p), 0255, 0265(p), 0266(p), 0269, 0270, 0310, 0370(p), 0371(p), 0382(p), 0383 et 0417(p).

(p) signifie que seule la partie de la parcelle définie sur le plan cadastral annexé au présent arrêté est concernée.

ARTICLE 2 : Protection générale

Sur l'ensemble du périmètre défini à l'article 1, il est interdit :

2.1 - D'effectuer tous travaux ou aménagements neufs publics ou privés susceptibles de modifier l'état ou l'aspect des lieux, y compris les travaux de remblaiement, d'extraction de matériaux, de drainage et de creusement d'étang, d'infrastructures forestières telles que pistes et routes. Pourront toutefois être autorisés, après avis favorable du Préfet, les travaux prévus dans le plan de gestion du site ou ceux destinés à la réhabilitation de zones particulièrement dégradées.

2.2 - De faire usage du feu, sauf mention contraire du plan de gestion.

2.3 - De jeter, déverser ou laisser écouler, d'abandonner, de déposer, directement ou indirectement, tous produits, matériaux, ou substances quels qu'ils soient.

2.4 - Hors entretien des fossés existants, de modifier les écoulements des eaux, de quelque façon que ce soit, sauf si le plan de gestion du site le prévoit et après avis favorable du Préfet.

ARTICLE 3 : Entretien et gestion du site

Sur l'ensemble du périmètre défini à l'article 1 :

3.1 – Les travaux de gestion et d’entretien du biotope prévus dans le plan de gestion du site sont autorisés. Ceux qui ne sont pas inscrits dans ce plan pourront être autorisés après avis favorable du préfet.

3.2 – La gestion forestière des boisements marécageux devra garantir la préservation du biotope et des espèces protégées, et préconiser des périodes et des modes de débardage respectueux des sols.

3.3 – La plantation de peupliers est interdite.

3.4 – Les activités agricoles continuent à s’exercer mais le retournement du sol, l’usage de produits phytosanitaires et le stockage de matières organiques sont interdits..

3.5 – L’utilisation de produits biologiques est requise pour la démoustication.

3.6 – L’introduction d’espèces animales ou végétales non autochtones est interdite.

3.7 – Les travaux d’entretien des chemins et des sentiers sont autorisés.

3.8 – Les travaux d’entretien des réseaux aériens ou souterrains, ainsi que les travaux d’urgence sur ces mêmes réseaux, sont autorisés dans leurs couloirs d’implantation.

ARTICLE 4 : Accès et circulation

Sur l’ensemble du périmètre défini à l’article 1 :

4.1 - Il est rappelé que la circulation des véhicules terrestres à moteur en dehors des voies ouvertes à la circulation publique est interdite en application de l’article L362-1 du code de l’environnement. Cette disposition ne s’applique pas aux véhicules :

- remplissant une mission de service public,
- expressément autorisés par la mairie,
- utilisés à des fins professionnelles de recherche, d’entretien ou de restauration du biotope,
- intervenant sur les réseaux aériens ou souterrains.

En outre, hors milieux humides, cette disposition ne s’applique pas aux véhicules utilisés :

- par les propriétaires ou leurs ayants droit,
- pour les pratiques agricoles ou sylvicoles.

4.2 - Hors sentiers balisés et chemins, la pénétration et la circulation des personnes sont interdites, sauf pour les propriétaires ou leurs ayants droit, les agents des services publics en nécessité de service, les personnes intervenant à des fins de recherche scientifique ayant informé le gestionnaire de leurs intentions, les agents intervenant sur les réseaux aériens ou souterrains, les responsables de la gestion du milieu naturel et les chasseurs.

4.3 - Toute manifestation sportive est interdite.

4.4 - La pratique du vélo est interdite.

4.5 - Les activités de bivouac et de camping sont interdites.

4.6 - Le survol du site par tout type d’aéronef télépiloté est interdit sauf à des fins de suivis scientifiques ou de valorisation pédagogique.

4.7 - Hors pratique de la chasse, les chiens sont tenus en laisse.

ARTICLE 5 : Sanctions

Les infractions au présent arrêté sont définies et réprimées par les articles L415-3 à 6 et R415-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 : Signalisation

Des panneaux mentionnant « Zone naturelle protégée par arrêté préfectoral de protection de biotope n° et date » seront disposés aux points d'entrée ou aux limites géographiques du périmètre protégé défini à l'article 1. Ces panneaux entretenus par la commune respecteront la charte graphique élaborée par la DREAL.

ARTICLE 7 : Publicité

Le présent arrêté sera affiché en mairie de Tignieu-Jamezieu.
Il sera publié au recueil des actes administratifs, mis en ligne sur le site internet de la préfecture et mentionné dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans tout le département de l'Isère.

ARTICLE 8 : Voie de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours dans les deux mois qui suivent sa publication :

- par la voie d'un recours gracieux auprès du Préfet ou bien d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'écologie. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble,
- par la voie d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble.

ARTICLE 9 : Exécution du présent arrêté

Le secrétaire général, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Isère, le maire de Tignieu-Jamezieu sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- au procureur de la république près le TGI de Grenoble,
- au chef du service départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage,
- au chef du service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,
- à la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

Grenoble, le 06 NOV. 2010

Le PRÉFET

Pour le Préfet, par délégitation
Le Secrétaire Général

Philippe PORTAL



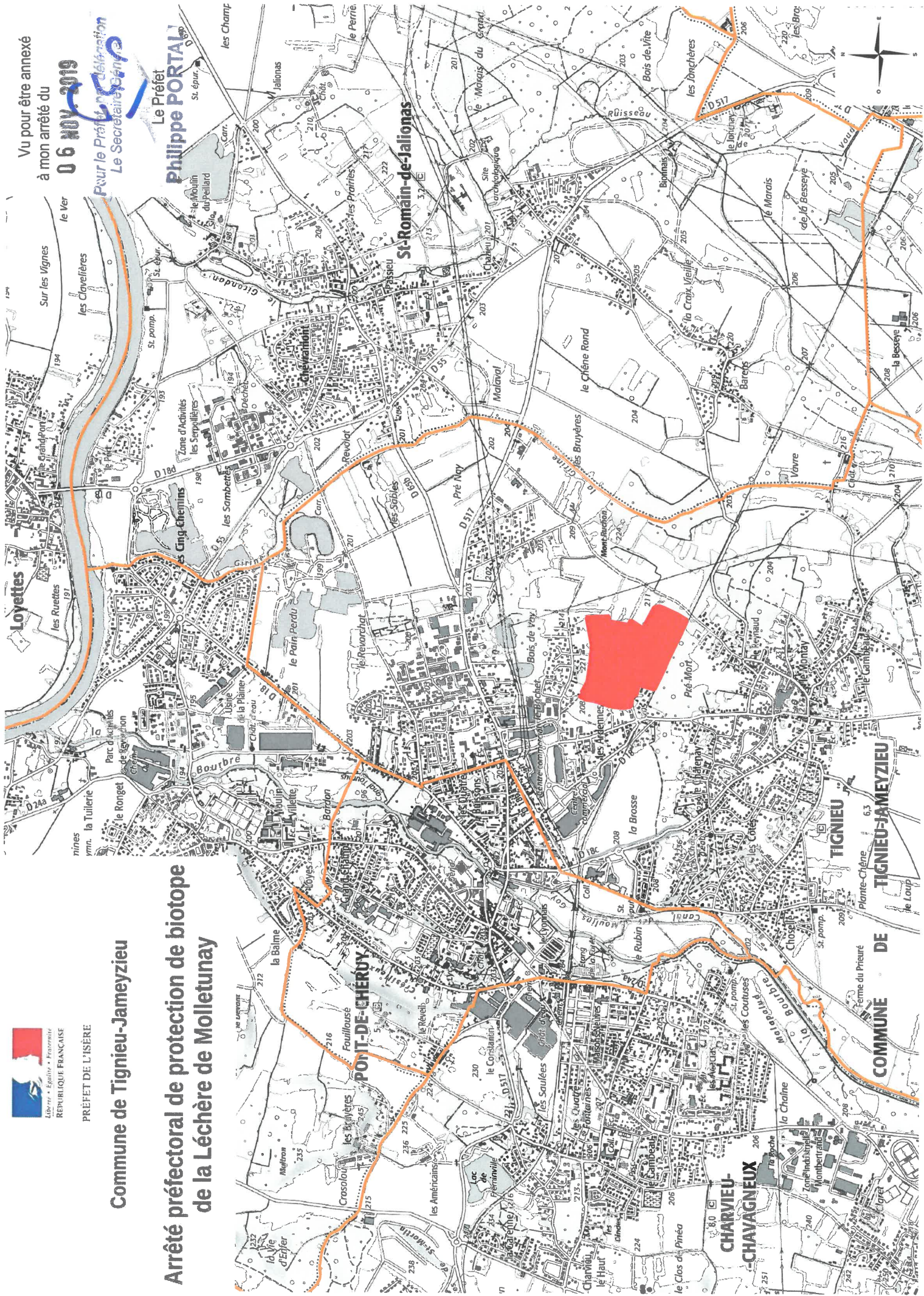
PRÉFET DE L'ISÈRE

Commune de Tignieu-Jamezieu

Arrêté préfectoral de protection de biotope de la Léchère de Molletunay

Vu pour être annexé à mon arrêté du 06 NOV. 2019

Pour le Préfet, **Philippe PORTAL**
Le Secrétaire Général





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

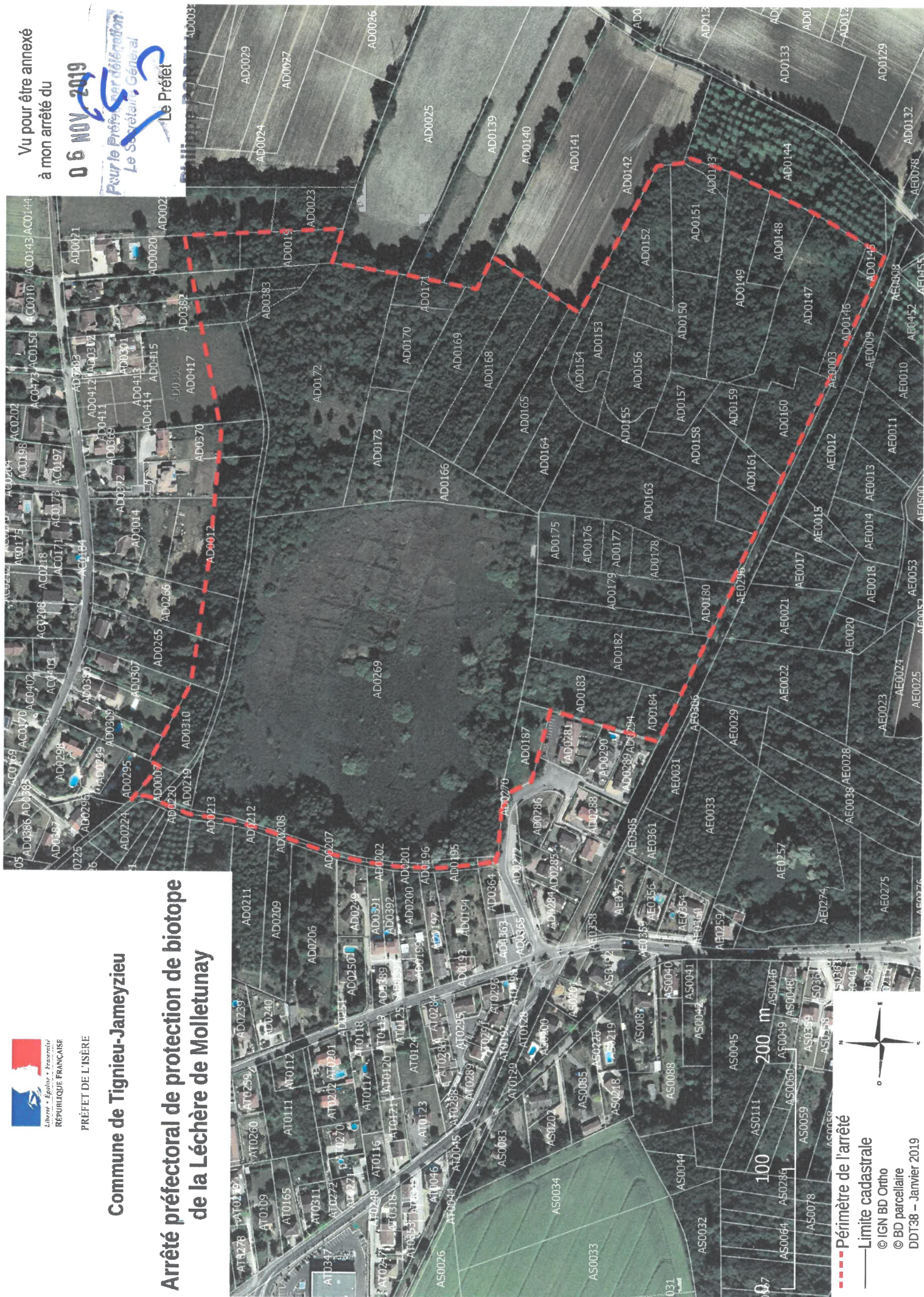
Commune de Tignieu-Jameyzieu

Arrêté préfectoral de protection de biotope de la Léchère de Moiletunay

Vu pour être annexé
à mon arrêté du

06 NOV 2019

Le Préfet
Pour le Préfet, par délégation,
Le Secrétaire Général



--- Périmètre de l'arrêté

— Limite cadastrale

© IGN BD Ortho

© BD parcellaire

DDT38 - Janvier 2019